

DEVIATION SUD-OUEST D'EVREUX

SECTION CAMBOLLE (RN 1013) – LES FAYAUX (RD 6154)

***DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION
ENVIRONNEMENTALE AU TITRE DE L'ARTICLE L181-1
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT***

PIÈCE A - GUIDE DE LECTURE



Informations relatives au document

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Auteur(s)	Lucille Legendre
Volume du document	Dossier d'autorisation environnementale
Version	V4
Référence	E3337
Numéro CRM	
Chrono	xx

HISTORIQUE DES MODIFICATIONS

Version	Date	Rédigé par	Visé par	Modifications
V0b	17/12/2019	Lucille LEGENDRE	Alexis DELAUNOY	Première version et contrôle
V1	21/02/2020	Lucille LEGENDRE	Alexis DELAUNOY	Ajouts de nouveau éléments envoyés par la DREAL
V2	22/06/2020	Lucille LEGENDRE	Alexis DELAUNOY	Relecture DREAL et autres services
V2b	10/07/2020	Lucille LEGENDRE	Alexis DELAUNOY	Modifications
V3	28/07/2020	Lucille LEGENDRE	Alexis DELAUNOY	Relecture DREAL
V4	13/11/2020	Lucille LEGENDRE	Alexis DELAUNOY	Modification du fond de carte

DESTINATAIRES

Nom	Entité
Ophélie MOTTIER-LOUATRON	DREAL Normandie
Julien ARPAIA	Responsable DMOPR - DREAL Normandie

SOMMAIRE

1 - OBJET DU PRÉSENT DOSSIER.....4

2 - HISTORIQUE DES AUTORISATIONS ANTÉRIEURES OBTENUES4

3 - ÉTAT ACTUEL DES TRAVAUX.....4

4 - PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DU PROJET5

4.1 - Justification du projet..... 5

4.2 - Implantation du projet..... 5

4.3 - Description du projet 5

5 - LE DOSSIER D’AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE7

5.1 - Organisation du dossier d’autorisation environnementale 7

5.2 - Particularités de ce dossier en lien avec le contexte du projet..... 8

6 - CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE.....8

6.1 - Cadre réglementaire de l’autorisation environnementale 8

6.1.1 - Principe 8

6.1.2 - Textes de référence 8

6.1.3 - Procédures visées par l’autorisation environnementale 9

6.2 - Justification de la nécessité d’une étude d’impact actualisée et de l’avis de l’autorité
environnementale 9

1 - OBJET DU PRÉSENT DOSSIER

Le présent dossier entre dans le cadre de la **demande d'autorisation environnementale pour la réalisation de l'aménagement de la déviation Sud-Ouest d'Évreux**, porté par la Direction Régionale de l'Équipement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Normandie.

Ce projet concerne la dernière section de la déviation Sud-Ouest d'Évreux, infrastructure de 7,3 km de voie express à 2x2 voies reliant la déviation Sud-Est (N1013) depuis sa terminaison actuelle au Sud de l'agglomération (giratoire des Fayaux) et la déviation de Parville à l'Ouest. Cette **section « Cambolle – Les Fayaux »** s'inscrit dans l'opération plus globale de contournement Sud de l'agglomération ébroïcienne par la RN13.

Le présent dossier de demande d'autorisation environnementale doit permettre **l'obtention d'une nouvelle autorisation au titre du Code de l'Environnement pour le tronçon Cambolle – Les Fayaux**.

2 - HISTORIQUE DES AUTORISATIONS ANTÉRIEURES OBTENUES

Les travaux ont débuté en 2014 et ont ensuite été suspendus par arrêté préfectoral du 8 mars 2019, suite à l'annulation de l'arrêté loi sur l'eau par la CCA de Douai le 28 février 2019.

Le présent dossier de demande d'autorisation environnementale doit permettre l'obtention d'une nouvelle autorisation au titre du Code de l'Environnement dans un objectif de reprise des travaux en 2021.

Le déroulement historique des autorisations du projet est le suivant :

■ Opération dans son ensemble :

- 16 novembre 1999 : décret DUP du conseil d'État (valable 10 ans)
- 11 novembre 2009 : décret du conseil d'État prorogeant la DUP (5 ans)

■ Tronçon Cambolle – Le Fayaux :

- 17 juin 2013 : arrêté d'autorisation au titre de la loi sur l'eau
- 28 juillet 2014 : arrêté de dérogation espèces protégées
- 2014 : premiers travaux intéressant le PS7 et la traversée de la Forêt d'Évreux
- 26 avril 2016 : annulation partielle de l'arrêté loi sur l'eau par le TA de Rouen
- 31 décembre 2016 : arrêté loi sur l'eau complémentaire
- 28 février 2019 : annulation de l'arrêté loi sur l'eau par la CAA de Douai
- 08 mars 2019 : arrêté préfectoral de suspension des travaux
- 11 octobre 2019 : arrêté portant prescription de mesures conservatoires et d'accompagnement durant la suspension des travaux

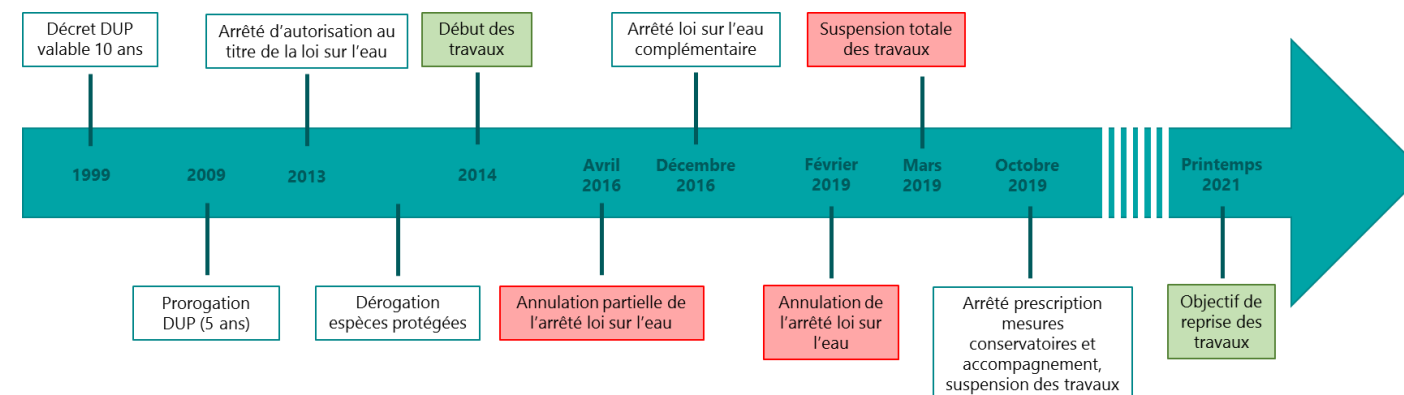


Figure 1 : Frise chronologique de l'historique du projet

3 - ÉTAT ACTUEL DES TRAVAUX

Au 1^{er} juillet 2020, 5 ouvrages sur les 17 prévus ont été construits :

- L'ouvrage d'art PS2 est en service et assure le rétablissement de la voie forestière dite allée Berthe ;
- L'ouvrage d'art PS3 est achevé, mais il n'est pas en service, les voiries de part et d'autre n'ayant pas été construites. Ce PS est destiné au futur franchissement de la déviation par la bretelle de sortie du demi-diffuseur de la forêt ;
- L'ouvrage d'art PS4 est en service. Cette passerelle piétonne sécurisée par des barrières bois assure le rétablissement de l'ancien chemin de Breteuil ;
- L'ouvrage d'art PS6 de la Bretelle d'Arnières-sur-Iton est construit en partie (4 appuis sur les 5) ;
- Le pont-ferroviaire (PS7), permettant à la déviation de passer sous la ligne ferroviaire Paris-Évreux-Caen-Cherbourg, a été mis en place en avril 2015.

Le tronçon du chemin Potier est mis en service depuis début janvier 2017 avec une configuration modifiée depuis la RD 55 sur un linéaire d'environ 850 mètres.

Un bassin B3b a été réalisé en 2015, entre les RD30 et RD129, mais il n'est pas encore en service.

Le giratoire créé sur la RD 55 est en service ; il est destiné à desservir la bretelle d'entrée du demi-diffuseur d'Arnières-sur-Iton devant assurer la liaison routière avec le chemin Potier.

Les travaux de création du futur demi-diffuseur d'Arnières-sur-Iton ont été engagés en juillet 2017. La partie sud de ce demi-diffuseur a été réalisée jusqu'à l'hiver 2018-2019. Ceci comprend la réalisation d'un complexe d'assainissement (B2ter), d'un mur de soutènement et d'une voirie le long de la voie ferrée. Cette dernière a été reliée en novembre 2019 au chemin Potier afin d'assurer la continuité de la connexion avec la RD55 en remplacement du débouché actuel via le petit pont cadre sous la voie ferrée. Le dévoiement de la circulation sur cet axe neuf permet depuis mars 2020, de terminer l'ouvrage d'art dont une partie des fondations est déjà visible sur site. Le complexe d'assainissement n° 2ter est en service. Il comprend un bassin étanche, conçu et dimensionné avec un volume minimal de stockage de 418 m³ destiné à collecter les eaux de plateformes routières circulées (RD 55 et giratoire de la RD 55) et non circulées (partie sud de la bretelle) dans une noue d'infiltration avec un volume minimal de 1385 m³. Après récolement, le bassin dispose d'un volume de stockage de 457 m³ et la noue d'infiltration d'un volume de 2077 m³.

Le bassin d'assainissement n° 2 est en service, avec un volume minimal de stockage de 5977 m³ pour la collecte des eaux de plateformes routières en circulation (chemin Potier) et non circulées (partie nord de la bretelle). Il est doté d'un double complexe d'étanchéité, qui a fait l'objet, au printemps 2016, d'un test d'étanchéité qui a montré que le fond de bassin est parfaitement imperméable et ne permet aucune infiltration de son contenu dans le sous-sol. Après récolement, ce bassin dispose d'un volume de stockage de 6228 m³ et son exutoire de rejet est l'Iton.

4 - PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DU PROJET

4.1 - Justification du projet

Le projet dont il est question porte sur l'**aménagement d'une déviation au Sud-Ouest d'Évreux**, dans le département de l'Eure (27).

La ville d'Évreux se situe au carrefour de deux grandes routes nationales :

- La RN 154 (Rouen-Évreux-Chartres-Orléans) joignant la vallée de la Seine au Pays de Beauce et de Loire.
- La RN 13 qui relie le diffuseur de Chaufour-lès-Bonnières (sur l'autoroute A13 de Paris -Caen) à Évreux.

Cette situation de carrefour, couplée à la dynamique d'évolution de l'agglomération d'Évreux s'est progressivement caractérisée par :

- Une **saturation progressive du réseau routier urbain** emprunté à la fois dans le cadre d'un trafic de transit (RN 154 et RN 13) et d'un trafic interne, générant également des nuisances sonores et problèmes de sécurité pour les riverains ;
- Le **développement de zones d'activités dans l'agglomération** : à l'Est, au Sud et à l'Ouest, aggravant les effets de manque de liaisons inter-quartier ;
- L'inscription de longue date dans certains documents d'urbanisme du passage d'une infrastructure au Sud de l'agglomération, permettant de **contenir l'extension de l'agglomération sur le milieu environnant**.

Ainsi, l'importance des trafics actuels et le développement de l'agglomération sont à l'origine du projet de la déviation Sud d'Évreux. Plus précisément, l'aménagement de la déviation Sud-Ouest d'Évreux a pour objectifs :

- **D'assurer la continuité vers l'Ouest** de la déviation d'Évreux déjà en service. Le trafic de transit Est- Ouest (RN 13 – RD 613) ainsi qu'une partie du trafic d'échange seront captés par la déviation Sud- Ouest ;
- De **capter et distribuer une partie des flux d'échange** entre l'agglomération et les axes extérieurs ;
- **D'alléger le trafic interne** sur les voies urbaines d'Évreux (RD 6013 notamment) et les traversées d'agglomérations péri-urbaines afin de redonner, à terme, un caractère plus urbain à ces voies ;
- **D'insérer au mieux le projet dans l'environnement** naturel et humain.

La réalisation de la déviation aura pour effets positifs :

- Une **meilleure desserte des zones d'activités** existantes et en cours de développement ;
- De **nouvelles perspectives** de reconquête, de réaménagement et de développement du centre-ville d'Évreux et de la commune de Parville ;
- La **diminution des nuisances** liées à la réduction du trafic automobile dans l'agglomération d'Évreux.

4.2 - Implantation du projet

Le projet de déviation Sud-Ouest d'Évreux se localise dans la **région Normandie**, sur le territoire de l'**agglomération d'Évreux**. Il concerne les communes de Parville, Saint-Sébastien-de-Morsent, Arnières-sur- Iton, Évreux, Angerville-la-Campagne et Guichainville.

Le projet de déviation Sud-Ouest d'Évreux, dans sa globalité, a pour origine le carrefour giratoire de la déviation Sud-Est d'Évreux (RN 1013) et de l'actuelle RD 6154 (futur diffuseur des Fayaux) et, pour extrémité, le carrefour connectant la RD 613, la RD 39, la RD 31 et la RN 13, à l'Ouest du bourg de Parville.

Il longe au Sud la zone industrielle de la Madeleine et utilise partiellement l'emprise de la route Potier pour traverser la forêt d'Évreux. Il franchit ensuite, au Sud de l'hippodrome, la vallée inondable de l'Iton, puis la vallée sèche de la Queue d'Hirondelle avant de contourner, par le Nord, le bourg de Parville.

4.3 - Description du projet

Le projet de déviation Sud-Ouest d'Évreux est porté par le Préfet de la Région Normandie représenté par la **Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Normandie**, en tant que maître d'ouvrage, et par la Direction Interdépartementale des Routes Nord-Ouest (DIR-NO), en tant que maître d'œuvre.

Le projet est conduit en partenariat avec les collectivités territoriales qui en assurent le co-financement: le Conseil régional de Normandie, le Conseil départemental de l'Eure, et Évreux Portes de Normandie.

La Ville d'Évreux et les communes concernées par le projet sont étroitement associées à la conception du projet, tout comme l'Office National des Forêts pour les opérations à mener en forêt (déboisement et reboisement notamment).

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération globale s'élève à 178,8 M€ TTC pour la réalisation des études, des acquisitions foncières et des travaux liés à l'opération.

À l'échelle de l'opération globale, 51% du montant global a déjà été dépensé (soit 91,55 M€ TTC) dans les premières réalisations d'études, d'acquisitions et de travaux. Il reste donc encore 87,25 M€ pour le reste de l'opération globale.

Concernant **le projet sur la section Cambolle – Les Fayaux, le coût total s'élève à 130,28 M€ TTC**, dont 115 M€ sont inscrits au CPER 2015-2020.

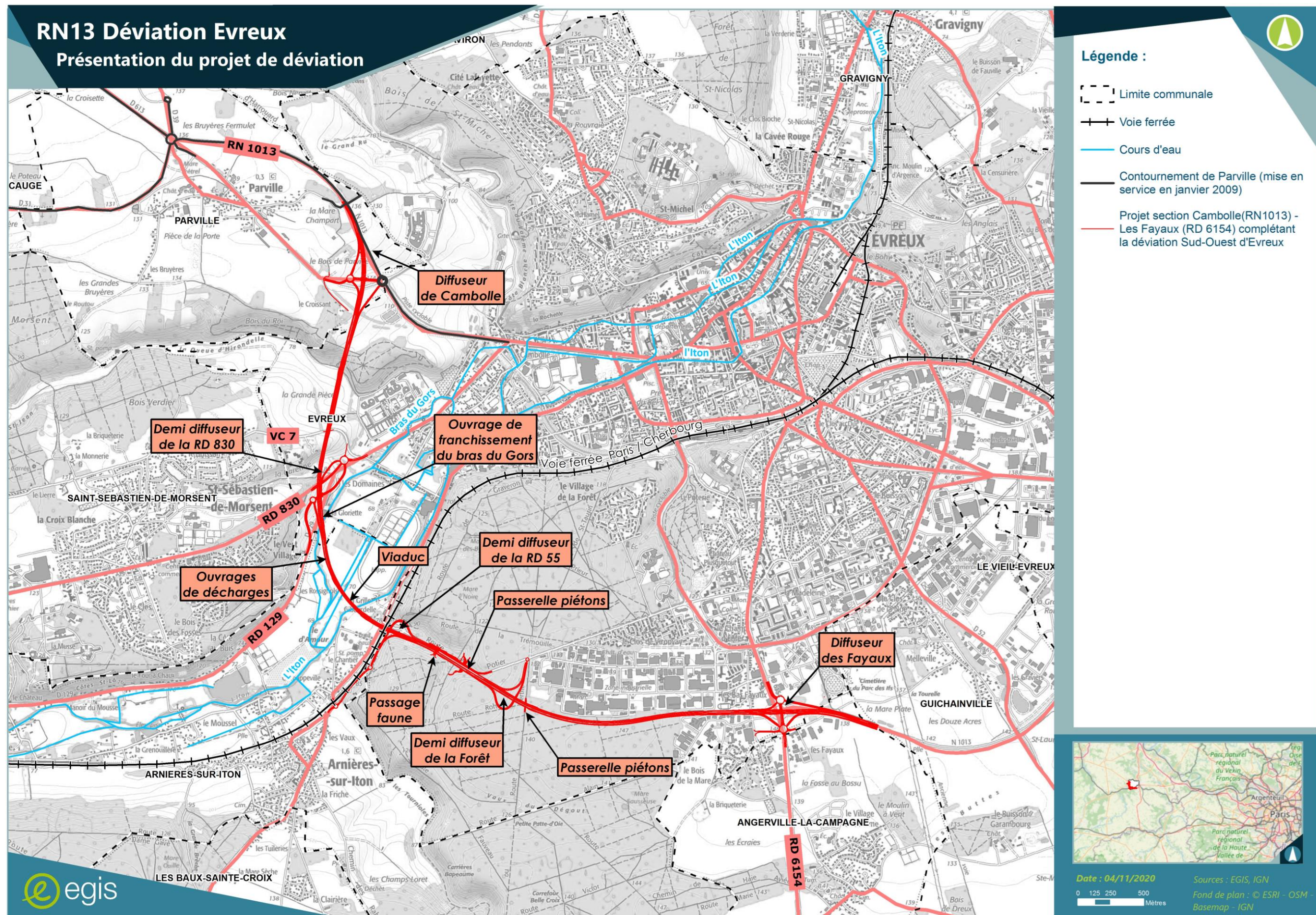
Au 31 décembre 2019, les études, acquisitions et travaux déjà réalisés représentent un coût de 43,03 M€ (soit 33% du montant global). Les restant à réaliser sur la section Cambolle – Les Fayaux correspond à une enveloppe de 87,25 M€.

Le financement du projet est réparti entre l'État, la Région Haute-Normandie, le Département de l'Eure et Évreux Portes de Normandie au travers du Contrat de Plan État Région (CPER) 2000-2006, du Programme de Développement et de Modernisation des Itinéraires (PDMI) 2009-2014 et du Contrat de Plan État Région 2015-2020.

Le contournement Sud-Ouest de la ville d'Évreux par la RN13 se présente sous la forme d'une **2x2 voies à chaussées séparées, d'environ 8,9 km de longueur** (7,3 km sans le contournement de Parville), et son profil en long a été établi en tenant compte notamment des contraintes hydrauliques importantes, en particulier au niveau du franchissement de la vallée de l'Iton.

Elle aura des caractéristiques conformes à l'instruction sur les conditions techniques d'aménagement des autoroutes de liaison (ICTAAL) 2000 (et ICTAAL 2015 à de rares exceptions près), permettant **une vitesse de 110 km/h, avec des restrictions ponctuelles à 90 km/h**. Les convois exceptionnels ne seront pas autorisés sur cet itinéraire.

L'autorisation sollicitée ne porte que sur la section Cambolle - Les Fayaux (la déviation de Parville étant déjà en service et ayant fait l'objet d'une autorisation).



5 - LE DOSSIER D’AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

5.1 - Organisation du dossier d’autorisation environnementale

Ce guide de lecture a pour but de faciliter la compréhension de l’organisation du dossier de demande d’autorisation environnementale et la lecture des différentes parties qui le composent. Il permet d’orienter le lecteur directement vers les sujets qui l’intéressent plus particulièrement.

La composition du dossier de demande d’autorisation, telle que définie par l’article R181-13 du code de l’environnement, a donc été adaptée de la façon suivante (voir tableau suivant).

Tableau 1 : Composition du dossier de demande d’autorisation environnementale (R181-13 c. env.) et renvoi aux chapitres correspondants du présent dossier

COMPOSITION DU DOSSIER DE DEMANDE D’AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE	RENOI AUX CHAPITRES CORRESPONDANTS
1° La présentation du pétitionnaire, ainsi que son numéro SIRET	Pièce B – Dossier de demande d’autorisation environnementale, chapitre 2
2° Localisation du projet et plan de situation	Pièce B – Dossier de demande d’autorisation environnementale, chapitre 3
3° Droits du pétitionnaire sur les terrains concernés	Pièce B – Dossier de demande d’autorisation environnementale, chapitre 4
4° Nature et volume de l’activité, l’installation, l’ouvrage ou les travaux envisagés, modalités d’exécution et de fonctionnement, procédés mis en œuvre, rubriques des nomenclatures dont le projet relève ; moyens de suivi et de surveillance, moyens d’intervention en cas d’incident ou d’accident, conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l’origine et le volume des eaux utilisées ou affectées	<p>Pièce C - Étude d’impact pour la description du projet, les modalités et procédés mis en œuvre (chapitre 2.2 – Le projet)</p> <p>Ces éléments sont complétés, de façon plus détaillée pour les ouvrages liés à la gestion des eaux, dans le chapitre 5 – description du projet de la pièce B - Autorisation loi sur l’eau.</p> <p>Pièce B – Dossier de demande d’autorisation environnementale Chapitre 7 - situation du projet dans la nomenclature de la présente pièce pour les rubriques de la nomenclature concernées</p> <p>Pièce B – Dossier de demande d’autorisation environnementale Chapitre 8 pour les moyens de suivi, surveillance, intervention, et conditions de remise en état</p> <p>La nature, l’origine et le volume des eaux utilisées ou affectées sont présentés dans la pièce B – Dossier de demande d’autorisation environnementale Chapitre 10.</p> <p>Chapitre 5 - Présentation des principaux ouvrages pour les ouvrages liés à l’eau, chapitre11.2 pour les effets et mesures sur les eaux superficielles et souterraines.</p>
5° L’étude d’impact réalisée en application des articles R. 122-2 et R. 122-3, le projet étant soumis à évaluation environnementale	<p>Pièce C - Étude d’impact du dossier d’enquête,</p> <p>Pièce D – Évaluation des incidences Natura 2000</p>

COMPOSITION DU DOSSIER DE DEMANDE D’AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE	RENOI AUX CHAPITRES CORRESPONDANTS
6° Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas prévu par l'article R. 122-3, la décision correspondante	Non concerné
7° Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles prévues par les 4° et 5°.	<p>Pièce C - Étude d’impact du dossier d’enquête et pièce B – Dossier de demande d’autorisation environnementale pour les cartes des enjeux relatifs à l’eau et aux milieux aquatiques ;</p> <p>Pièce B – Dossier de demande d’autorisation environnementale chapitre 3 pour le plan de situation et chapitre 5 pour le plan d’assainissement et les rétablissements hydrauliques, présentant les principales caractéristiques des IOTA concernés.</p>
8° Une note de présentation non technique	La note de présentation non technique s’appuie sur le résumé non technique de l’étude d’impact (Pièce C - Étude d’impact chapitre 2 – résumé non technique), auquel le chapitre 13 de la pièce B – Dossier de demande d’autorisation environnementale renvoie, complété des éléments nécessaires à la présentation de l’autorisation environnementale

Aucune pièce complémentaire n’est requise pour les activités, installations, ouvrages et travaux prévus par le projet.

Le dossier de demande d’autorisation environnementale est ainsi constitué de sept pièces :

- Pièce 0 - CERFA de demande d’autorisation environnementale ;
- Pièce A - Guide de lecture ;
- Pièce B - Dossier de demande d’autorisation environnementale ;
- Pièce C - Étude d’impact ;
- Pièce D – Évaluation des incidences Natura 2000 ;
- Pièce E – Avis de l’Autorité Environnementale et mémoire en réponse ;
- Pièce F - Annexes.

5.2 - Particularités de ce dossier en lien avec le contexte du projet

Pour rappel, le présent dossier de demande d'autorisation environnementale (DAE) s'inscrit dans un contexte particulier. En effet, le projet de déviation Sud-Ouest d'Évreux tronçon Cambolle – Les Fayaux, et les travaux qui lui sont associés, ont été autorisés en 2013 par arrêté préfectoral (DDTM/13/068), complété par un arrêté en 2016 (DDTM/SEBF/2016/191).

Les travaux ont débuté en 2014 et ont ensuite été suspendus par arrêté préfectoral du 8 mars 2019, suite à l'annulation de l'arrêté loi sur l'eau par la CCA de Douai le 28 février 2019.

La DREAL souhaite aujourd'hui obtenir un nouvel arrêté d'autorisation, portant sur les travaux et ouvrages déjà réalisés et ceux à venir, afin de terminer les travaux engagés et de pouvoir mettre en service la déviation Sud-Ouest d'Évreux, reconnue d'intérêt général.

L'état initial considéré dans ce dossier de DAE est celui de 2014 avant démarrage des premiers travaux. Cet horizon d'étude pour l'état initial permet de prendre en compte l'ensemble des enjeux présents sur le site avant le démarrage des travaux. De plus, l'autorisation sollicitée devant également intégrer les travaux et ouvrages déjà réalisés, il convient de choisir un horizon d'étude antérieur à la réalisation de ces premiers travaux, soit un état initial de 2014.

Toutefois des précisions sur l'état actuel du site, à la date de dépôt officiel du dossier, sont également apportées dans les documents de l'autorisation environnementale lorsque cela est nécessaire. Par ailleurs le dossier d'autorisation environnementale est adapté de façon à répondre pleinement à la réglementation en vigueur.

Les documents de programmation opposables à la date de dépôt officiel du dossier sont pris en compte et leur compatibilité est analysée. Les études et les mesures de suivi menées après 2014 sont intégrées et détaillées dans le contenu de la demande d'autorisation environnementale.

Conformément aux engagements pris par l'État, **des études complémentaires et de suivi ont été menées depuis 2014.** Ces études n'ont pas montré de modification notable ou significative du projet.

6 - CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

6.1 - Cadre réglementaire de l'autorisation environnementale

6.1.1 - Principe

Lorsqu'une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux risquent de porter atteinte à l'environnement, des autorisations sont nécessaires avant de les effectuer, afin de protéger autant que possible les milieux naturels. Ces autorisations relèvent de différents codes juridiques (de l'environnement, de la forêt, de l'énergie...) et sont de la compétence de différents services de l'État.

C'est pourquoi, dans le cadre de la modernisation du droit de l'environnement et de la simplification des démarches administratives, il a été décidé de **fusionner en une seule autorisation plusieurs décisions administratives nécessaires à la réalisation d'un même projet.**

Ainsi, depuis le 1^{er} mars 2017, les différentes procédures et décisions environnementales requises pour les projets soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et les projets soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau (IOTA), sont fusionnées au sein de **l'autorisation environnementale.**

Cette autorisation inclut l'ensemble des prescriptions des différentes législations applicables dont celles relevant des codes suivants :

- Code de l'environnement : autorisation au titre des ICPE ou des IOTA, autorisation spéciale au titre de la législation des réserves naturelles nationales ou des réserves naturelles de Corse, autorisation spéciale au titre de la législation des sites classés, dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés, agrément pour l'utilisation d'OGM, régime d'évaluation des incidences Natura 2000, agrément des
- Installations de traitement des déchets, déclaration IOTA, enregistrement et déclaration
- ICPE, autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre ;
- Code forestier : autorisation de défrichement ;
- Code de l'énergie : autorisation d'exploiter les installations de production d'électricité ;
- Code des transports, code de la défense et code du patrimoine : autorisation pour l'établissement d'éoliennes.

6.1.2 - Textes de référence

L'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 inscrit l'autorisation environnementale dans le Code de l'Environnement en y insérant, au sein du livre I, un nouveau titre VIII regroupant les futurs articles L. 181-1 à L. 181-31

Décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale

Le décret n°2017-81 précise les dispositions de cette ordonnance aux articles R. 181-1 à R. 181-56 du même code. Y sont détaillés le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale et les conditions de délivrance et de mise en œuvre de l'autorisation par le préfet.

Décret n° 2017-82 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale

Le décret n° 2017-82 du même jour précise le contenu du dossier de demande en présentant les pièces, documents et informations à produire en fonction des intérêts à protéger ainsi que ceux au titre des autorisations, enregistrements, déclarations, absences d'opposition, approbations et agréments dont l'autorisation tient lieu. Ce texte précise également les modalités d'instruction des demandes d'autorisation (articles D.181-15-1 et suivants).

Ces dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} mars 2017, avec une période de transition jusqu'au 30 juin de la même année.

6.1.3 - Procédures visées par l'autorisation environnementale

La présente demande d'autorisation environnementale est réalisée au titre de l'article L181-1 du code de l'environnement.

L'autorisation environnementale, inscrite au code de l'environnement par l'ordonnance 2017-80 et ses décrets d'application 2017-81 et 2017-82 du 26/01/2017, fait suite à l'expérimentation d'une Autorisation Unique à l'échelle nationale instaurée par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (loi n°2015-992 du 17 août 2015).

L'autorisation environnementale porte sur :

- L'autorisation des Installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au I de l'article L. 214-3 du code de l'environnement (loi sur l'eau) ;
- L'absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4 du code de l'environnement.

Le projet ne requiert pas d'autorisation de défrichement au titre des articles L. 214-13, L. 341-3, L. 372-4, L. 374-1 et L. 375-4 du code forestier ; le projet n'est par ailleurs concerné par aucune autre autorisation rattachée au champ de l'autorisation environnementale.

Cette autorisation environnementale ne porte pas sur la demande de dérogation espèces protégées, car celle-ci a déjà été obtenue par l'arrêté du 28 juillet 2014 et est toujours valide.

Les caractéristiques détaillées du projet sont présentées dans l'étude d'impact (Pièce C du présent dossier d'autorisation environnementale).

Le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale est défini par l'article R.181-13 du code de l'environnement, dont le 5° précise que, lorsque la demande se rapporte à un projet soumis à évaluation environnementale, l'étude d'impact qui doit être réalisée en application des articles R.122-2 et R.122-3 est, s'il y a lieu, actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article L.122-1-1.

6.2 - Justification de la nécessité d'une étude d'impact actualisée et de l'avis de l'autorité environnementale

L'article L122-1 du code de l'environnement, dans sa version applicable au présent projet, précise que « les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine sont précédés d'une étude d'impact ».

« Ces projets sont soumis à étude d'impact en fonction de critères et de seuils définis par voie réglementaire et, pour certains d'entre eux, après un examen au cas par cas effectué par l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement ».

La création de la déviation Sud-Ouest d'Évreux à 2x2 voies entraîne l'application de l'annexe à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement. **Au regard des caractéristiques présentées et de la réglementation actuelle, le projet est soumis à évaluation environnementale systématique au titre de la rubrique « 6. Infrastructures routières - a) Construction d'autoroutes et de voies rapides. »**

L'étude d'impact doit donc être actualisée et faire l'objet d'un avis de l'autorité environnementale.

Le contenu d'une étude d'impact est défini par l'article R122-5 du code de l'environnement, dont le III précise que pour les infrastructures de transport visées aux 5° à 9° du tableau annexé à l'article R.122-2, l'étude d'impact comprend en outre un contenu spécifique qui est précisé en 6 points.